



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Lectures (2002-2010) | Publications de 2007

Edgard Pisani (dir.), 2007, *Une politique mondiale pour nourrir le monde*, Ed. Springer.

Benoît Lallau



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/6572>

DOI : [10.4000/developpementdurable.6572](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.6572)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Benoît Lallau, « Edgard Pisani (dir.), 2007, *Une politique mondiale pour nourrir le monde*, Ed. Springer. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), mis en ligne le 11 septembre 2008, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/6572> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.6572>

Ce document a été généré automatiquement le 14 avril 2022.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Edgard Pisani (dir.), 2007, *Une politique mondiale pour nourrir le monde*, Ed. Springer.

Benoît Lallau

- 1 Voilà un ouvrage, qui, si j'ose dire, tombe bien. Ces derniers mois, les mauvaises nouvelles s'accumulent en effet sur la question alimentaire : renchérissement des denrées de base, grogne au Nord, émeutes de la faim au Sud. Des mauvaises nouvelles qui conduisent, il n'est que temps, à de nouveau débattre sérieusement de cette question. Et cet ouvrage apporte une contribution précieuse à ces débats, en avançant, dès son titre, une proposition essentielle : les tensions actuelles ne se résoudreont pas toutes seules, autrement dit par le simple jeu d'un marché libre et globalisé. Un marché, donc, qui ne suffira pas pour « nourrir le monde » ; il faudra non seulement des politiques, mais aussi une politique mondiale, c'est-à-dire une stratégie de concertation et d'action commune, allant bien au-delà des déclarations – alambiquées – d'intention des sommets de la FAO (le dernier en date, en juin 2008, a hélas été un exemple du genre...).
- 2 Edgar Pisani, lui, n'a pas attendu la hausse du prix des pâtes dans les linéaires des hypermarchés pour s'atteler à cette question. Citons en particulier « Le vieil homme et la terre », en 2004, forme de testament politique dans lequel il argumentait déjà un rejet sans équivoque de la main invisible du marché comme seul régulateur des disponibilités alimentaires, et plaidait pour la souveraineté alimentaire : « Le monde a besoin de toutes les agricultures du monde et chaque pays a le droit de se nourrir lui-même » (2004, p. 128).
- 3 L'argumentaire s'appuie cette fois sur différentes contributions qui se complètent plutôt bien, compilées par Marc Lebiez au terme d'un séminaire qui a réuni agronomes, démographes, économistes, hauts fonctionnaires, responsables professionnels, etc., autour d'Edgard Pisani. Sans mésestimer les autres, j'en retiendrai particulièrement deux, qui reflètent bien la tonalité de l'ouvrage.

- 4 Celle de Bruno Vindel, du Ministère de l'agriculture, tout d'abord, qui aborde la question des négociations agricoles internationales. Il y affiche sa volonté d'aller au-delà de l'argument usuel des « méchants occidentaux » qui, au sein des instances de négociation de l'OMC, refusent de remettre en cause leurs politiques agricoles, au détriment des plus pauvres. Un argument sur lequel se retrouvent, étonnamment, la Banque Mondiale et Oxfam... Après d'autres (notamment : Boussard, Gérard et Piketty, 2005), il met en évidence les limites des modèles sur lesquels se fondent ceux qui tentent, depuis des années, de démontrer les bienfaits d'une libéralisation agricole. Au contraire, la prise en compte des spécificités des marchés agricoles peut conduire à montrer que les plus pauvres seraient aussi les principaux perdants d'une ouverture intégrale, comme ils sont déjà les perdants de l'ouverture asymétrique qui leur a été imposée par les logiques de l'ajustement structurel. Redisons-le, la mise en concurrence directe d'agriculteurs disposant de niveaux de productivité si différents (de 1 à 200, bien souvent) constitue au sens strict un non sens, destructeur des agricultures familiales du Sud et créateur de pauvreté rurale puis urbaine.
- 5 Certes, même la Banque Mondiale insiste, désormais, sur l'importance de l'agriculture et plus généralement du système alimentaire, après des décennies de négligence (World Bank, 2007). Son président, Robert Zoellik, en appelle à une nouvelle donne alimentaire mondiale (dans Le Monde du 11 mai par exemple). Mais ce revirement n'est que partiel, puisque la Banque ne va pas (encore ?) jusqu'à intégrer dans le raisonnement les spécificités des productions et marchés agricoles, et à en tirer les conséquences en matière de régulation.
- 6 C'est ce que cet ouvrage fait, il constitue en cela une bonne introduction pour tous ceux qui souhaitent dépasser une certaine vision compassionnelle du retour de la faim - et son corollaire du retour du fardeau de l'homme blanc.
- 7 Exprimons d'ailleurs ici un regret, celui de l'absence de bibliographie de synthèse, utile pour un ouvrage à vocation introductive comme celui-ci. Une bibliographie sélective aurait été utile, tant il est facile de se perdre aujourd'hui, pour le lecteur non averti, dans la jungle des moteurs de recherche et des avis soudain éclairés d'analystes qui hier encore ne se souciaient guère de l'avenir alimentaire de l'humanité.
- 8 Concernant cette lacune bibliographique, la contribution de Philippe Collomb, fort documentée, fait toutefois exception. Il s'y livre, dans la continuité de ses précédents travaux (Collomb, 1999) à un exercice prospectif, s'interrogeant sur les conditions sous lesquelles l'agriculture pourrait à l'avenir répondre aux divers besoins du monde, c'est-à-dire en particulier assurer un doublement des disponibilités alimentaires d'ici à 2050 (par rapport au niveau de 1990).
- 9 Sur ce plan, l'ouvrage dénote aussi dans le pessimisme ambiant concernant la « capacité du monde à nourrir le monde ». Edgar Pisani conclut ainsi : « une agriculture moderne à dimension artisanale peut assurer la production des denrées alimentaires nécessaires à neuf milliards d'humains, tout en garantissant la survie économique d'un grand nombre d'agriculteurs dans le monde ». Le commode refuge derrière des convictions néo-malthusiennes, de nouveau très médiatisées ces derniers mois, ne pourra donc pas justifier l'inaction. La fin de la faim relève d'abord de la volonté (politique), pas d'une quelconque fatalité.
- 10 Références :

- 11 Banque Mondiale (2007), *World development report 2008. Agriculture for Development*, The World Bank, Washington DC.
 - 12 Boussard JM., Gérard F. et Piketty MG. (2005), *Libéraliser l'agriculture mondiale ? Théories, modèles et réalités*, Editions du CIRAD.
 - 13 Collomb Ph. (1999), *Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050*, Rome, FAO.
 - 14 Pisani E. (2004), *Un vieil homme et la terre. Neuf milliards d'êtres à nourrir. La nature et les sociétés rurales à sauvegarder*, L'histoire immédiate, Paris, Éditions du Seuil, 231 p.
-

AUTEUR

BENOÎT LALLAU

Benoît Lallau est maître de conférences en économie à l'université de Lille 1, et membre du Clersé. Ses travaux portent sur les questions de vulnérabilité et de résilience en agriculture. Benoit.Lallau@univ-lille1.fr